



SOCIÉTÉ •

L'Europe « concrète » dans les campagnes françaises : « Plein de projets n'auraient pas vu le jour si on était restés en local »

Par Camille Bordenet (Plœuc-L'Hermitage (Côtes-d'Armor), envoyée spéciale)

Publié aujourd'hui à 03h45, modifié à 09h58

Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés

Offrir l'article

REPORTAGE | Plœuc-L'Hermitage, petite commune bretonne, abrite les bureaux du programme européen de développement rural Leader, qui, en finançant 30 000 projets entre 2014 et 2022, veut prouver que l'UE est présente dans les territoires ruraux.

Qui imaginerait que l'Europe s'invente aussi là ? Pas à Bruxelles ni à Strasbourg, dans ces institutions lointaines que d'aucuns jugent « technocratiques », mais dans un bourg costarmoricain, Plœuc-L'Hermitage, 4 200 habitants, non loin de Saint-Brieuc. L'Europe, ou plus précisément les bureaux de l'association française des programmes Leader – pour « Liaison entre actions de développement de l'économie rurale » – et ceux de l'association européenne qui fédère les territoires participants (Elard, pour « European Leader Association for Rural Development »). Derrière ces acronymes sibyllins, un programme de développement rural ancien et méconnu du grand public, qui participe à une Europe de proximité.

Lire aussi | [En direct, européennes 2024 : Valérie Hayer défend l'irruption de Gabriel Attal pendant son interview et juge « insupportables » les « leçons de féminisme »](#)

Bus-restaurant dans l'Aisne, musée du blues dans le Loir-et-Cher, ateliers d'aide au numérique dans les Alpes-de-Haute-Provence, maison médicale dans le Puy-de-Dôme, écomusée du sel à Mayotte... Ainsi de quelques-uns des 30 000 projets cofinancés et accompagnés par Leader pendant la période 2014-2022 – par le biais du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), lui-même rattaché à la politique agricole commune (PAC). Enveloppe totale : 850 millions d'euros. Autant de projets structurants en zone rurale.

Contredire l'idée d'une Europe à deux vitesses qui favoriserait les métropoles et délaisserait les campagnes (qui représentent entre la moitié et les trois quarts du territoire de l'Union européenne, selon les études et critères) : c'est le plaidoyer de Thibaut Guignard, maire (divers droite) de Plœuc-L'Hermitage, président de Leader France et de la commission Europe de l'Association des maires de France. « *Leader est l'une des rares démarches qui structurent*

démocratiquement le projet européen ; elle assure depuis 1993 la présence de l'UE dans chaque village. »

Lire l'archive de 1997 |

[L'Europe aide le pays de Forcalquier à garder ses bistrots de village](#)



Thibaut Guignard, maire de Plœuc-L'Hermitage et président de Leader France, devant le bureau de Leader, le 30 mai 2024, à Plœuc-L'Hermitage (Côtes-d'Armor). LOUISE QUIGNON / DIVERGENCE POUR "LE MONDE"

Echanges Erasmus+

Un engouement partagé par les six jeunes chargés de mission venus y travailler. Leurs bureaux sont installés dans l'ancien supermarché Maxishop. A côté : le centre européen de valorisation de la pomme de terre – fierté locale, la commune compte une quinzaine de producteurs. Diplômée de Sciences Po Rennes et chargée de mission Europe pour la mairie – un poste rare –, Elyse Lebreuilly, 27 ans, dit avoir trouvé ici son « *dream job* », le métier de ses rêves : « *Je veux montrer que l'Europe se fait même dans le plus petit patelin.* »

Par ici, l'UE s'incarne à travers différents projets financés par les fonds Leader, mais aussi par le Fonds européen de développement régional : dans les trois Zoe électriques en autopartage pour les habitants (un euro de l'heure et pas de frais d'essence), dans le jardin « ludique et sensoriel » de l'Ehpad, ainsi que dans les rails de transfert pour soulever les patients, dans le soutien à l'installation d'un torrificateur, l'espace jeune au Fœil, le café-théâtre à Lamballe ou encore la fête triennale de la pomme de terre – 35 000 personnes et des délégations européennes... C'est d'ici aussi que partent des projets de coopération culturelle et des études comparées.



Dans le jardin « ludique et sensoriel » de l'Ehpad de Plœuc-L'Hermitage (Côtes-d'Armor), le 30 mai 2024.
LOUISE QUIGNON / DIVERGENCE POUR "LE MONDE"

« *Au début, je n'étais pas convaincu du fonctionnement de l'UE* », concède Patrick Henriot, chef de la caserne de pompiers de Plœuc-L'Hermitage, où son fils est également volontaire. C'était avant de participer à des échanges Erasmus+ – qui ont lieu hors cadre universitaire – avec des homologues polonais et roumains. « *Tout d'un coup, l'Europe est devenue concrète. Ça nous a ouvert l'esprit. Certains de nos jeunes n'avaient jamais voyagé.* » « *Ça redonne du souffle sur le métier!* », abonde Blandine Desbois, directrice de l'Ehpad, qui a également participé à des échanges Erasmus+, avec l'infirmière coordinatrice.

Lire aussi (2022) : [Casernes rurales cherchent pompiers volontaires désespérément](#)

Devant l'espace France Services, l'une des voitures Zoe démarre en trombe. Sur son coffre : le drapeau européen et celui du programme Leader – aux côtés des autres financeurs. La conductrice, Marion Cœurdacier, n'y avait jamais prêté attention. Elle est patronne d'une cordonnerie, ce service de location la dépanne depuis que la voiture de son compagnon les a lâchés. Au point qu'ils n'en rachèteront pas de deuxième. « *Une seule, c'est plus économique, vu qu'on a la chance d'avoir accès à tous les services sur place, dans cette commune.* »



Devant La Poste et France Services, une station de partage de voitures électriques, le 30 mai 2024, à Plœuc-L'Hermitage (Côtes-d'Armor). LOUISE QUIGNON / DIVERGENCE POUR "LE MONDE"

L'Europe ? Pour cette petite-fille d'un grand-père rescapé d'un camp de concentration, « *c'est avant tout la garantie d'être protégé de la guerre à nos portes* ». « *Sortir de l'Europe serait une énorme erreur face aux blocs qui se constituent* », considère-t-elle, évoquant la guerre en Ukraine, le Brexit et la montée des nationalismes.

« C'est trop loin, ça nous échappe »

« *L'Europe a fait beaucoup de mal sur tout, notamment aux agriculteurs* », dit, quant à elle, Géraldine (qui a souhaité conserver l'anonymat), mère divorcée de six enfants et ouvrière avicole ayant « *toujours travaillé sans attendre des aides* » – elle insiste là-dessus. « *Les Anglais se sont retirés de tout ça, ils n'ont peut-être pas tort... Mais est-ce qu'on s'en serait mieux sortis sans l'Europe ? Pas sûr non plus.* »

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir

Au bar-tabac Le Laëtitia, où l'on vient gratter des Maxi Blackjack ou régler la cantine, l'UE inspire des sentiments mitigés. Plus que de la colère, l'impression de « *ne plus avoir prise* ». Qu'importe la culture europhile de la commune. Aux européennes de 2019, Plœuc-L'Hermitage avait, à l'image du pays, placé Jordan Bardella (Rassemblement national ; RN) en tête – avec, toutefois, presque trois points de moins que la moyenne. D'aucuns n'ont toujours pas digéré le référendum de 2005 sur la Constitution européenne, l'impression que leur non a été négligé.



Laurence Bruère devant son bar Le Laëtitia, le 30 mai 2024, à Plœuc-L'Hermitage (Côtes-d'Armor). LOUISE QUIGNON / DIVERGENCE POUR "LE MONDE"

« Depuis que l'Europe est là, je ne vois pas les gens plus heureux ni plus riches, explique la bistrotière Laurence Bruère, 60 ans, ancienne sage-femme de métier. C'est peut-être plein de bonne volonté, mais ça tombe à côté. C'est trop loin, ça nous échappe, on se sent dépassés : les subventions, qui y a droit ? Déjà

qu'en France c'est compliqué. » Elle évoque ses « soixante-dix heures par semaine » et les divers services publics qu'assurent désormais les buralistes, « à la place des guichets » – impôts, factures du quotidien...

Lire aussi notre reportage : [Factures de cantine, impôts... A La Chapelle-Montreuil, les buralistes assurent aussi le service public](#)

« Faut reconnaître qu'il y a plein de projets qui n'auraient pas vu le jour si on était restés en local », pondère Christophe Gouray, 50 ans, au comptoir. Lui est responsable de production dans une laiterie qui, précise-t-il, bénéficie d'aides européennes. « Le problème, c'est qu'à notre niveau on ne perçoit pas vraiment les effets de l'Europe, c'est abstrait. »

« Le sentiment d'une Europe techno »

Signe d'une campagne électorale poussive et peu lisible : les électeurs rencontrés ont du mal à citer d'autres candidats que celui du RN. Ce n'est pas pour autant que Laurence Bruère lui donnera son vote : *« Les solutions ne sont pas dans les extrêmes »*, dit celle qui n'a, par ailleurs, jamais cru aux hommes providentiels.

Des ressentis qui vont dans le sens de la quatrième vague de l'enquête électorale réalisée par Ipsos, en partenariat avec le Cevipof, l'Institut Montaigne, la Fondation Jean Jaurès et *Le Monde*, menée du 19 au 24 avril, dans laquelle une majorité de sondés (54 %) estiment que les décisions prises au niveau européen ont un impact *« plutôt négatif »* sur la situation du pays – sauf ceux qui comptent voter pour la liste de la majorité.

Lire l'analyse | [Elections européennes : Bardella reste largement en tête, Glucksmann se rapproche du camp Macron](#)

« Les européennes, c'est de la politique, difficile de faire des liens avec nos actions. D'autant que le scrutin s'est nationalisé », ajoute M. Guignard, ancien collaborateur du député Les Républicains Marc Le Fur. Il veut toutefois croire que la perception de ceux ayant pris part à des programmes a pu changer. Pour espérer ramener un peu d'Europe dans les campagnes, il milite pour une simplification administrative : *« En France, on surtranspose les exigences*

européennes. Ça nourrit le sentiment d'une Europe techno, alors que le problème vient de la lourdeur de notre circuit. Conséquences : de petites communes et de petites associations qui n'ont pas l'ingénierie se détournent des fonds européens. »



L'ancien supermarché Maxishop abrite les bureaux de Leader, ainsi que le centre européen de valorisation de la pomme de terre, à Plœuc-L'Hermitage (Côtes-d'Armor), le 30 mai 2024. LOUISE QUIGNON / DIVERGENCE POUR "LE MONDE"

Autre plaidoyer : que le programme de développement rural Leader-Feader soit mieux doté au sein de la PAC, alors que l'essentiel des financements va vers le volet agricole. « Ou alors que Leader puisse bénéficier d'autres fonds, comme ceux de la politique de cohésion. » Car, ici, on en est convaincu : face à la montée des nationalismes, « il faut casser l'idée d'une Europe urbaine et pro-européenne qui réussit, opposée à une Europe rurale conservatrice et eurosceptique qui se sent délaissée ». Ce d'autant que les campagnes ont un rôle majeur à jouer dans les transitions écologique et énergétique.

Camille Bordenet

Plœuc-L'Hermitage (Côtes-d'Armor), envoyée spéciale